

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2682

7 décembre 2010

SOMMAIRE

An Der Mausfaal S.à r.l.	128694	Crystal	128727
An Der Mausfaal S.à r.l.	128693	C.T.P. S.à r.l.	128719
An Der Mausfaal S.à r.l.	128696	Cucina Holdings S.à r.l.	128719
An der Schwemm S.à r.l.	128693	CVI GVF Luxembourg Eleven S.à r.l. ...	128733
Arg Real Estate 4 Properties S.à r.l.	128694	Dallas Sportswear	128733
ATHO SCI	128697	DBA Lux Holding S.A.	128701
Auto 2 S.A.	128701	Downside Holding S.A.	128733
Auto Moteurs Express Service S.à r.l. ...	128701	Downside Holding S.A.	128733
AVANA 2nd S.A. SICAV-SIF	128702	Dynamy S.A.	128734
Axiom Fund	128701	Etoile Développement I S.A.	128736
AZ Electronic Materials S.A.	128721	Euro-Zone Office Investments S.A.	128728
Bamat S.A.	128702	Ferteco Europa S.à r.l.	128691
Batiglobal S.à r.l.	128702	Fidev S.A., SPF	128718
Bieber Immo S.à r.l.	128714	Flores Finance S.A.	128714
Blakeney Investors	128717	Fondation pour la Promotion du Tennis au Luxembourg	128734
Brasserie Les Arcades S.à r.l.	128717	Gamma III S.C.A., Sicar	128735
BRE/Hemel S.à r.l.	128718	Iland Holding S.A.	128696
Brigand S.à r.l.	128694	Intercoiffure Michou, S.à r.l.	128718
Broad Development S.A.	128718	Laurette Finance S.A.	128692
Build-Consult S.à r.l.	128719	LBREP II Europe S.à r.l., SICAR	128692
Build-Invest S.A.	128719	LHI Objekt Poznan S.à r.l.	128697
Café S. Joao	128720	LSF5 Pool III Holdings S.à r.l.	128732
Carrelages Valente S.à r.l.	128728	MAXWELL-COX Group Marketing S.à r.l.	128727
CB S.A.	128728	Motopol S.A.	128690
CB S.A.	128729	Nokia Siemens Networks S.A., Succursale	128690
CB S.A.	128729	Prognosis Business Center S.A.	128729
CDA Participation S.A.	128731	Réalisation Immobilière Industrielle	128694
Celliers des Grands Crûs	128731	Target Asia Fund (Luxembourg)	128720
Chauffage Sanitaire Schumacher s.à r.l. ...	128721	Timz Express S.à r.l.	128731
CoDeLux S.A.	128732	WSTA - World Sailing Teams Association S.A.	128697
Cognis Holding Luxembourg S.à r.l.	128732		
Coiffure Michou	128718		
Credit Suisse Microfinance Fund Manage- ment Company	128736		
Crystal	128720		

Nokia Siemens Networks S.A., Succursale, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1259 Senningerberg, 15, Zone Industrielle Breedewues.
R.C.S. Luxembourg B 119.387.

Il résulte des résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société passées en date du 29 octobre 2010 à Bruxelles qu'il a été décidé:

(1) d'accepter la démission de Monsieur Pascal CASEL de ses fonctions de représentant permanent et de gérant de la succursale à Luxembourg, et ce avec effet au 1^{er} novembre 2010, avec décision qu'à partir de cette date Monsieur Pascal CASEL n'aura plus le pouvoir de représenter ou d'engager par sa signature la succursale; et

(2) de nommer en lieu et place de Monsieur Pascal CASEL, comme nouveau représentant permanent et gérant de la succursale:

Monsieur Filip ROMMELAERE, né le 12 août 1965 à Louvain (Belgique), demeurant à B-3140 KEERBERGEN (Belgique), Vlieghevenlaan, 17.

Les pouvoirs de signature de Monsieur Filip ROMMELAERE, aux fins d'engagement de la succursale, sont réglés d'après les règles statutaires de la Société, tels que déposés au registre de commerce et des sociétés et tels que publiés au Mémorial C.

Il est rappelé que les représentants permanents ont pouvoir de représenter la succursale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg de la façon suivante:

(i) signer, exécuter et refaire tous documents requis ou nécessaires à l'exécution des prestations de la succursale luxembourgeoise;

(ii) engager des représentants additionnels pour la succursale luxembourgeoise pouvant lier ladite succursale par procuration unique ou par signature conjointe et enregistrer ces personnes additionnelles au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 novembre 2010.

Pour NOKIA SIEMENS NETWORKS

Claude GEIBEN

Par mandat spécial

Référence de publication: 2010147942/31.

(100169459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2010.

Motopol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlinge-sur-Mess, 7A, Am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 112.555.

L'an deux mille dix, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «MOTOPOL S.A.», établie et ayant son siège social à L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, route de Belval, constituée suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 28 novembre 2005, publié au Mémorial C numéro 482 du 7 mars 2006, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 112555.

La séance est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Monsieur Pol KOPPES, ing. & dipl. IAE, né à Luxembourg, le 5 novembre 1960, demeurant professionnellement à L-3961 Ehlinge-sur-Mess, 7A, Am Brill.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Monsieur Jérôme SCHMIT, salarié, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Transfert du siège social de la société de L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, route de Belval à L-3961 Ehlinge-sur-Mess, 7A, Am Brill et modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts.

2.- Prolongation des mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes en fonction.

3.- Divers.

II.- Qu'il résulte d'une liste de présence que les MILLE DEUX CENT QUARANTE (1.240) actions d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (€ 25,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée; cette liste de présence, après avoir été signée par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistre-

ment. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été signées par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est en conséquence régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, route de Belval à L-3961 Ehlange-sur-Mess, 7A, Am Brill et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 2 des statuts qui aura la teneur suivante:

"Le siège de la société est établi à Ehlange-sur-Mess (Commune de Reckange-sur-Mess)."

Les autres alinéas de l'article 2 restent inchangés.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de prolonger les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes en fonction pour une période se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

Frais

Tous les frais et honoraires, quels qu'ils soient, dus en vertu des présentes sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. Koppes, J.Schmit, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 novembre 2010. Relation: EAC/2010/13209. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. KIRCHEN.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 4 novembre 2010.

Référence de publication: 2010145988/58.

(100167721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Ferteco Europa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 67.281.650,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 85.141.

Suite à un apport intervenu en date du 27 octobre 2010, Vale International S.A. a cédé deux millions six cent quatre-vingt-onze mille deux cent soixante-six (2.691.266) parts sociales de FERTECO EUROPA S.à r.l. d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune représentant l'intégralité du capital social de FERTECO EUROPA S.à r.l. à Vale Fertilizer International Holdings B.V., avec siège social à 200 Prins Bernhardplein, 1097 JB Amsterdam, Pays-Bas, inscrite auprès du Registre de Commerce sous le numéro 34160470.

Le 27 octobre 2010.

Marcelo Tertuliano MELO / Marcus SEVERINI

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2010146203/16.

(100166801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2010.

Laurette Finance S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 90.989.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à la date du 27 octobre 2010 que, Mme Daniela Ivanova Ilieva-Toneva, demeurant professionnellement à BG-1606 Sofia, 18 Ami Boue Street, Krasno Selo District a été appelée aux fonctions d'administrateur et d'administrateur-délégué, en remplacement de Mme Iva Marinova Marinova, demeurant à Giannis Kranidiotis Str., Country Rose 35, 4717 Souni, Chypre.

Mme Ilieva-Toneva est chargée de la gestion journalière et pourra engager la société par sa seule signature.

Ses mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale annuelle de l'an 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

Référence de publication: 2010146211/18.

(100166596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2010.

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 106.232.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision des gérants de la Société en date du 27 Octobre 2010 que 19 parts sociales ordinaires de classe A détenues par Harbor Bermuda L.P. ont été rachetées par la Société puis annulées.

Dès lors, depuis le 27 Octobre 2010, les 4 774 585 parts sociales de la Société sont détenues comme suit:

Associés	Adresse	Numéro d'enregistrement	Nombre de parts
Harbor Bermuda LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	36 838	441 classe A
LBPOL Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	36 831	988 classe B
Serico Bermuda LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	36 987	61 038 classe C
Ippocrate Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	37 035	4 952 classe D
Poseidon Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	37 034	1 229 classe E
Linco Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	37 695	144 classe G
William Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	37 769	5 313 classe H
Le Provençal Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	37 893	337 classe I, 75 classe X
Sierra Bianca Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	36 811	40 classe J
Angel City Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	37 771	222 classe K
William II Bermuda Holding LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	38 357	1 902 classe L
Lion Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	38 888	539 classe M
Gracechurch Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	39 354	353 classe N
Neptune Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street,	38 628	4 638 774 classe O

	Hamilton HM 11, Bermuda		
Cannon Bridge Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	38 644	2 730 classe P
Segovia Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	39 005	6 654 classe Q
Zoliborz Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	38 212	37 478 classe R
Adam Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	39 148	94 classe S
Duna Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	39 033	507 classe T
Goodwater Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	39 455	602 classe W
MC&S Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	39 682	4 052 classe Y
Fox Bermuda Holdings LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	39 428	6 015 classe Z
LBREP II LRG Holdings Bermuda LP	Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda	36 767	106 classe AA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Pour extrait conforme

LBREP II Europe S.à. r.l., SICAR

M. Michael Denny

Gérant de Catégorie A

Référence de publication: 2010146212/66.

(100166449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2010.

An der Schwemm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3542 Dudelange, 70, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 43.750.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 28 octobre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- An Der Schwemm S.à.r.l., avec siège social à L-3542 Dudelange, 70, rue du Parc, de fait inconnue à cette adresse,

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge, et liquidateur Maître Nicolas BERNARDY, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 19 novembre 2010 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Me Nicolas BERNARDY

Le liquidateur

Référence de publication: 2010146258/19.

(100167708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

An Der Mausfaal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5553 Remich, 8, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 56.167.

Les comptes annuels au 31.12.2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146256/10.

(100167703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Réalisation Immobilière Industrielle, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 64.003.

—

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire du 09 novembre 2010

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue en date du 10 novembre 2010, que les mandats des Administrateurs:

- Madame VADDER Gabriele, née le 6 janvier 1963 à Dorsten en Allemagne et demeurant 45, Op der Strooss, L-7650 Heffingen

- Monsieur DE CILLIA Roland, né le 16 mars 1968 à Luxembourg et demeurant professionnellement 45, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg

- Monsieur GEBUHR Bodo, né le 1^{er} septembre 1951 à Oberhausen en Allemagne et demeurant 56, Oppumarstrasse, D-47799 Krefeld

que le mandat de l'Administrateur délégué:

- Madame VADDER Gabriele, née le 6 janvier 1963 à Dorsten en Allemagne et demeurant 45, Op der Strooss, L-7650 Heffingen

ainsi que le mandat de Commissaire aux Comptes:

- Benoy Kartheiser Management SARL, 45-47, route d'Arlon inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 33849. ont été renouvelés pour une période de 6 années. C'est-à-dire, jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'année 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2010147991/24.

(100169945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2010.

Arg Real Estate 4 Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.477.

—

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 2010.

Arg Real Estate 4 Properties S.à r.l.

Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2010146240/14.

(100167364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

An Der Mausfaal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5553 Remich, 8, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 56.167.

—

Les comptes annuels au 31.12.2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146255/10.

(100167700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Brigand S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 135.112.

—

DISSOLUTION

In the year two thousand ten, on the nineteenth day of October.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

DELEK-BELRON LUXEMBOURG SA, a company having its registered office at L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale, here represented by Mr Frank Trinteler, employee, residing professionally in Schuttrange, by virtue of a proxy signed on the 18th day of October 2010.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that the corporation "Brigand S.à.r.l.", having its registered office in L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale, was incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on the 12th day of December, 2007, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 293 on the 5th day of February, 2008;

- that the capital of the corporation "Brigand S.à.r.l." is fixed at twelve thousand five hundred Euro (12,500.-EUR) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of one Euro (1.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

- that DELEK-BELRON LUXEMBOURG SA, aforementioned, has become owner of all the shares;

- that the appearing party, in its capacity of sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at the 19th day of October, 2010, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at the 19th day of October, 2010 being only one information for all purposes;

- following the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be arranged the cancellation of all issued shares and/or the shareholders register;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale;

The undersigned notary, who knows and speaks English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at THOUSAND EURO (1,000.-Eur).

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day first above written.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-neuf octobre..

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

DELEK-BELRON LUXEMBOURG SA, une société ayant son siège social à L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale, ici représentée par Monsieur Frank TRINTELER, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée le 18 octobre 2010, laquelle, après signature ne varietur, par le notaire instrumentant et le mandataire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société Brigand S.à.r.l., ayant son siège social à L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale, a été constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 19 décembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 293 en date du 5 février 2008;

- que les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors;

- que le capital social de la société s'élève actuellement à douze mille cinq cent euros (12.500,-EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.;

- que DELEK-BELRON LUXEMBOURG SA, précité, est seule propriétaire de toutes les parts sociales;
- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 19 octobre 2010, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associé unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 19 octobre 2010 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales et/ ou du registre des associés;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à mille euros (1.000.-Eur).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F.TRINTELER, G.LECUI.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 octobre 2010. Relation: LAC/2010/46059. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): F.SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2010.

Référence de publication: 2010147701/94.

(100169855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2010.

An Der Mausfaal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5553 Remich, 8, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 56.167.

Les comptes annuels au 31.12.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146257/10.

(100167706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Iland Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 113.676.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 septembre 2010

1. L'assemblée décide de pouvoir appeler Monsieur Gianluca NINNO, né à Policoro (Italie), le 7 avril 1975, demeurant professionnellement à 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2016.

2. L'assemblée décide de pouvoir appeler Monsieur Natale CAPULA, né à Villa S. Giovanni (Italie), le 1^{er} novembre 1961, demeurant professionnellement à 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2016.

3. L'assemblée décide de pouvoir appeler la société Luxembourg Management Services S.à.r.l., avec siège à 44 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2016.

4. L'assemblée décide de pouvoir appeler la société F.G.S. CONSULTING LLC, ayant son siège social à 520 S - 7th Street, Suite C Las Vegas, NV 89101, en tant que Commissaire aux comptes. Le nouveau Commissaire aux comptes est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2016.

5. Le siège social est établi au 44 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 6 septembre 2010.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2010148117/24.

(100169152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2010.

ATHO SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 46, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg E 476.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 24.09.2010.

Frank MOLITOR

Notaire

Référence de publication: 2010146260/12.

(100167231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

LHI Objekt Poznan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-5885 Hesperange, 335, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 140.982.

Die LHI Leasing GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts mit Gesellschaftersitz Emil-Riedl-Weg 6, 82049 Pullach i. Isartal, Landkreis München, Deutschland,

eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HR B Nr. 46591

ist Alleingesellschafter der LHI Objekt Poznan S.à r. l. mit dem Sitz in Hesperange, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg unter B 140982 mit einem Geschäftsanteil in Höhe von EUR 25.000,00.

Die LHI Leasing GmbH verkauft an

die LIDOS Verwaltung GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts mit Gesellschaftersitz Emil-Riedl-Weg 6,82049 Pullach i. Isartal, Landkreis München, Deutschland

eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HR B Nr. 75871 ihren gesamten Geschäftsanteil in Höhe von EUR 25.000,00.

Neuer Alleingesellschafter an der LHI Objekt Poznan S.à r.l. ist die LIDOS Verwaltung GmbH.

Hesperange, le 28.10.2010.

LHI Objekt Poznan S.à r.l.

Dr. Ingo Wörner / Josef Fuhrmann

Geschäftsführer / Geschäftsführer

Référence de publication: 2010146964/23.

(100168610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2010.

WSTA - World Sailing Teams Association S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 148.750.

In the year two thousand ten, on the eighth day of October.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned,

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "WSTA – WORLD SAILING TEAMS ASSOCIATION S.A.", a "société anonyme", having its registered office in L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, registered at

the Trade and Companies' Register of Luxembourg B number 148.750, incorporated on September 30, 2009 by deed of Me Joseph ELVINGER, notary public residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2186 of November 9, 2009 and whose by-laws have been modified by a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on January 19, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 619 of March 23, 2010.

The meeting is presided over by Mr Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, residing professionally in L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

The chairman appoints as secretary Mrs Alexia UHL, juriste, residing professionally L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

The meeting elects as scrutineer Mrs Gentiane PREAUX, private employee, residing professionally in L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

The chairman requests the notary to document/act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. This list and the proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain annexed to be registered with the present deed.

II.- As appears from the attendance list, 4,190 (four thousand one hundred ninety) shares out of the 4,220 (four thousand two hundred twenty) shares, representing the whole share capital of the company, are represented.

The shareholder who holds the 30 (thirty) remaining shares, being in nominative form has been convened by notice containing the agenda sent to him by registered mail on September 27, 2010, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of capital in the amount of EUR 900,000 (nine hundred thousand Euro) to raise it from EUR 4,220,000 (four million two hundred twenty thousand Euro) to EUR 5,120,000 (five million one hundred twenty thousand Euro) by the creation and issue of 900 (nine hundred) new preferential redeemable shares with a nominal value of EUR 1,000 (one thousand Euro) each, to be issued at par against cash and benefiting of the same rights and advantages as the presently issued shares.

2. Subscription of the 900 (nine hundred) new preferential redeemable shares by Team New Zealand Limited.

3. Subsequent amendment of article 5 of the Articles of Association in relation with the Capital, which henceforth will read as follows:

English version:

“ **Capital.** The subscribed capital of the company is fixed at EUR 5,120,000 (five million one hundred twenty thousand Euro) divided into 5,000 (five thousand) preferential redeemable shares and 120 (one hundred twenty) ordinary redeemable shares, all with a nominal value of Euro 1,000 (one thousand Euro) each.

French version

« **Capital.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 5.120.000 (cinq millions cent vingt mille euros) représenté par 5.000 (cinq mille) actions préférentielles rachetables et 120 (cent vingt) actions ordinaires rachetables, toutes d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune.»

4. Resignation of Mrs Alessandra PANDARESE as director of the company and discharge for the exercise of her mandate.

5. Appointment of Mr Stephen KANDLER, as new director in replacement of the resigned director, designated in a special meeting of ordinary shareholders, as further member of the board of directors, pursuant to art. 5 of the by-laws of the company.”

After the foregoing is approved by the meeting, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The assembly decides to increase the capital in the amount of EUR 900,000 (nine hundred thousand Euro) to raise it from EUR 4,220,000 (four million two hundred twenty thousand Euro) to EUR 5,120,000 (five million one hundred twenty thousand Euro) by the creation and issue of 900 (nine hundred) new preferential redeemable shares with a nominal value of EUR 1,000 (one thousand Euro) each, to be issued at par against cash and benefiting of the same rights and advantages as the presently preferential redeemable issued shares.

The other shareholders, having waived to their preferential subscription right, the assembly decides to accept Team New Zealand Limited to the subscription to the 900 (nine hundred) new preferential redeemable shares.

Intervention – Subscription - Payment

Thereupon intervened Team New Zealand Limited, predesignated, represented by virtue of the aforementioned proxy, who declares to subscribe to the 900 (nine hundred) new preferential redeemable shares and to pay them up to EUR

253,333, so that the company has now at its disposal the sum of EUR 253,333 (two hundred fifty-three thousand three hundred thirty-three Euro) as was certified to the notary executing this deed.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the meeting decides to amend article 5 of the by-laws, which henceforth will read as follows:

“ **Capital.** The subscribed capital of the company is fixed at EUR 5,120,000 (five million one hundred twenty thousand Euro) divided into 5,000 (five thousand) preferential redeemable shares and 120 (one hundred twenty) ordinary redeemable shares, all with a nominal value of Euro 1,000 (one thousand Euro) each.”

Third resolution

The assembly decides to accept the resignation of Mrs Alessandra PANDARESE as director of the company and to grant discharge for the exercise of her mandate.

Fourth resolution

The assembly decides to appoint Mr Stephen KANDLER, as new director in replacement of the resigned director, designated in a special meeting of ordinary shareholders, as further member of the board of directors, pursuant to art. 5 of the by-laws of the company.

There being no further business, the meeting is thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its capital increase at the fixed rate registration tax perception, have been estimated at about EUR 4,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English and followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille dix, le huit octobre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se tient une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "WSTA – WORLD SAILING TEAMS ASSOCIATION S.A.", ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés section B sous le numéro 148.750, constituée suivant un acte reçu par Me Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2186 du 9 novembre 2009 et dont les statuts ont été modifiés en date du 19 janvier 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 619 du 23 mars 2010.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Alexia UHL, juriste, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Gentiane PREAUX, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que 4.190 (quatre mille cent quatre-vingt-dix actions) sur les 4.220 (quatre mille deux cent vingt) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

L'actionnaire détenant les 30 (trente) actions nominatives restantes a été convoqué par une lettre contenant l'ordre du jour, adressée par recommandé en date du 27 septembre 2010 de sorte que l'assemblée peut valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 900.000 (neuf cent mille euros) en vue de le porter de EUR 4.220.000 (quatre millions deux cent vingt mille euros) à EUR 5.120.000 (cinq millions cent vingt mille euros) par la création de 900 (neuf cents) actions préférentielles rachetables nouvelles d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune, émises au pair et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, entièrement souscrites et libérées par versement en numéraire.

2. Souscription des 900 (neuf cents) actions préférentielles rachetables nouvelles par Team New Zealand Limited.

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts en relation avec le Capital qui aura dorénavant la teneur suivante:

Version anglaise:

“ **Capital.** The subscribed capital of the company is fixed at EUR 5,120,000 (five million one hundred twenty thousand Euro) divided into 5,000 (five thousand) preferential redeemable shares and 120 (one hundred twenty) ordinary redeemable shares, all with a nominal value of Euro 1,000 (one thousand Euro) each.

Version française:

« **Capital.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 5.120.000 (cinq millions cent vingt mille euros) représenté par 5.000 (cinq mille) actions préférentielles rachetables et 120 (cent vingt) actions ordinaires rachetables, toutes d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune.

4. Démission de Madame Alessandra PANDARESE de son mandat d'administrateur de la société et décharge à lui accorder pour l'exercice de son mandat.

5. Nomination de Monsieur Stephen KANDLER, comme nouvel administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire, désigné en assemblée spéciale des administrateurs ordinaires, comme membre supplémentaire du conseil d'administration conformément à l'article 5 des statuts.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 900.000 (neuf cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 4.220.000 (quatre millions deux cent vingt mille euros) à EUR 5.120.000 (cinq millions cent vingt mille euros) par la création et l'émission de 900 (neuf cents) actions préférentielles rachetables nouvelles d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions préférentielles rachetables existantes.

Les autres actionnaires ayant renoncé à leur droit préférentiel de souscription, l'assemblée décide d'accepter Team New Zealand Limited à la souscription des 900 (neuf cents) nouvelles actions préférentielles rachetables.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite Team New Zealand Limited, représentée en vertu de la procuration dont mention ci-avant, a déclaré souscrire aux 900 (neuf cents) actions préférentielles rachetables nouvelles, et les libérer en numéraire à concurrence de EUR 253,333, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 253,333 (deux cent cinquante-trois mille trois cent trente-trois euros), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'une attestation bancaire.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Capital.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 5.120.000 (cinq millions cent vingt mille euros) représenté par 5.000 (cinq mille) actions préférentielles rachetables et 120 (cent vingt) actions ordinaires rachetables, toutes d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune.»

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Madame Alessandra PANDARESE de son mandat d'administrateur de la société et de lui donner décharge pour l'exercice de son mandat.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Stephen KANDLER, comme nouvel administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire, lequel a été désigné en assemblée spéciale des actionnaires ordinaires, comme membre supplémentaire du conseil d'administration, conformément à l'article 5 des statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre mille euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version en français. Sur demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: R. TONELLI, A. UHL, G. PREAUX, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 13 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44813. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 25 octobre 2010.

Référence de publication: 2010146124/181.

(100167701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Auto Moteurs Express Service S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5880 Hesperange, 115, Ceinture Um Schlass.

R.C.S. Luxembourg B 34.594.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hans-Dieter LANGE

gérant

Référence de publication: 2010146261/11.

(100167473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Auto 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.054.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146262/10.

(100167315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Axiom Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 148.792.

Le Bilan au 30 juin 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2010.

Référence de publication: 2010146263/10.

(100167734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

DBA Lux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 111.180.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires le 30 septembre 2010

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires renouvelle, avec effet immédiat, et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes au 30 juin 2011, les mandats de:

- Mr. Lynn Skillen, ayant son adresse professionnelle au 5200, Town Center Circle, Suite 470, USA, FC33486, Boca Raton, comme administrateur de catégorie A;

- Mr. Clarence Terry, ayant son adresse professionnelle au 5200, Town Center Circle, Suite 470, USA, FC33486, Boca Raton, comme administrateur de catégorie A;
- Mme Isabelle Arker, ayant son adresse professionnelle au 1B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Luxembourg, comme administrateur de catégorie B;
- Mr. Alan Dundon, ayant son adresse professionnelle au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, comme administrateur de catégorie B;
- PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, RCS Luxembourg n° B65477, comme réviseur d'entreprise.

Pour extrait sincère et conforme
Pour la Société

Référence de publication: 2010147137/23.

(100169421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2010.

Bamat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5421 Erpeldange, 21A, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 142.347.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146264/10.

(100167613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Batiglobal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 103.315.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P.351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2010146265/15.

(100167651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

AVANA 2nd S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 156.511.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundzehn, den fünften November,
Vor der unterzeichneten Notarin Karine REUTER, mit Amtssitz in Redange/Attert

IST ERSCHIENEN

Die Aktiengesellschaft luxemburger Rechtes HANSAINVEST LUX S.A., mit Sitz in L-5365 MUNSBACH, 14 Parc d'Activité Syrdall, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 28.765,

hier vertreten durch Herrn Peter SCHRUDEN, Geschäftsführer, berufsansässig in Munsbach, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 29. Oktober 2010.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Der Erschienene hat den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft als „société d'investissement à capital variable“, welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Kapitel 1. Name, Zweck, Sitz

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-SIF) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“) unter dem Namen "AVANA 2nd S.A. SICAV-SIF" (die "Gesellschaft").

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettvermögen der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt 40.000 Euro (vierzigtausend Euro) und ist in 4 (vier) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Gesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die "Teilfonds") angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Währungen notiert sein können. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmen, dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

Art. 6. Namensaktien und Aktienzertifikate. Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Für diese Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Registerund Transferstelle geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister gilt als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien.

Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob Aktienzertifikate ausgegeben werden oder ob der Aktionär eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister erhält. Sofern Aktienzertifikate ausgegeben werden, werden diese binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Gesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht; oder
 - einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
 - bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird;
- oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern,
- b) Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 9. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann für jeden Teilfonds die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Aktien gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat für jeden Teilfonds bestimmt und im Verkaufsprospekt nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für jeden Teilfonds zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Gesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Aktien müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienaussgabe in Umlauf waren.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen.

Art. 10. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche zwanzig Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten, etwaiger in den Verkaufsunterlagen vorgesehener Rücknahmeabschlag und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 11 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betroffenen Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Aktionär nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft in Bezug auf einen oder mehrer Teilfonds zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermö-

genswerten des betroffenen Teilfonds an die Aktionäre auszusahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt, sofern nicht in den Verkaufsunterlagen anderweitig geregelt.

Art. 11. Umtausch von Aktien. Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist, jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen bzw. der Aktienklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

Art. 12. Anteilwert. Der Anteilwert pro Aktie jedes Teilfonds bzw. jeder Aktienklasse eines Teilfonds wird in der jeweiligen Teilfondswährung - wie im Verkaufsprospekt festgesetzt - in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal pro Halbjahr („Bewertungstag“) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

(a) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

(b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

(c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;

(d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

(e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

(f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Anteilwert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.

(g) Der Bewertungspreis eines Geldmarktinstruments wird, ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der resultierenden Anlagerendite, sukzessive dem Rücknahmepreis angepasst. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen muss die Grundlage für die Bewertung verschiedener Anlagen an den neuen Markttrenditen ausgerichtet werden.

(h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren an-

gemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb eines Teilfonds können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Anteilwert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu

erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Aktien eines Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen eines Teilfonds unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens eines Teilfonds nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung eines Teilfonds verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Aktionären per Post oder E-Mail an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 14. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) ("Anlageberater") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en). Der Verwaltungsrat kann Investmentbeiräte für jeden einzelnen Teilfonds berufen und deren Vergütung festsetzen. Diese Beiräte sollen aus fachkundigen Personen mit entsprechender Erfahrung bestehen. Die Beiräte haben lediglich eine beratende Funktion und treffen keinerlei Anlageentscheidungen. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 17. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierzehn Tage vor dem entscheidenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 18. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 19. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 20. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt für die jeweiligen Teilfonds beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

Die Gesellschaft kann überschüssige Liquidität bis zur endgültigen Verwendung kurzfristig in Sichteinlagen bei Kreditinstituten anlegen.

Die Gesellschaft kann in Höhe von bis zu 30% des jeweiligen Nettoteilfondsvermögens Kredite aufnehmen.

Die Beteiligungen der Gesellschaft können von einem Treuhänder der Gesellschaft im Namen des Treuhänders, aber auf Rechnung der Gesellschaft erworben und gehalten werden.

Art. 21. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am dritten Mittwoch des Monats Oktober um 11:00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 22. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse. Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen. Darüber hinaus, können die Aktionäre einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 21 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 23. Fondsmanager und Depotbank. Die Gesellschaft wird einen Fondsmanagementvertrag mit einem oder mehreren Fondsmanagern (der „Fondsmanager“) abschließen, wie näher im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben, welche die Gesellschaft im Rahmen der im Verkaufsprospekt festgelegten Anlagepolitiken der jeweiligen Teilfonds berät und auf täglicher Basis unter der Kontrolle des Verwaltungsrats nach eigenem Ermessen gemäß dem Fondsmanagementvertrag Wertpapiere und andere Vermögenswerte im Rahmen der jeweiligen Anlagepolitik und -beschränkungen des betreffenden Teilfonds kaufen und verkaufen kann.

In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 24. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30. Juni 2011.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Art. 27. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 28. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann beschließen, einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen zusammenzulegen, oder einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionäre der Anteilwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds oder Aktienklassen zurückerstattet wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschließen, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen spezialisierten Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 oder einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“) nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder einem Teilfonds eines solchen spezialisierten Investmentfonds oder eines solchen OGA zu verschmelzen. Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den jeweiligen Teilfonds getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Teilfonds vertrieben werden, oder
- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder
- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht gefordert wurde, bleibt bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten deponiert und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Der Beschluss des Verwaltungsrates gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels über die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. In diesem Fall ist es den betroffenen Aktionären erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Aktien zu dem anwendbaren Anteilwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Aktionäre bindend. Im Falle der Verschmelzung einer oder

mehrerer Aktienklassen der Gesellschaft mit einem luxemburgischen "fonds commun de placement" bzw. „fonds commun de placement - SIF" ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend, bei allen anderen Aktionäre wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Aktien gestellt haben.

Der Erlös aus der Auflösung von Aktien, der von den Aktionäre nach erfolgter Auflösung einer Aktienklasse nicht gefordert wurde, wird bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Die Gesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Rücknahmeankündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeankündigung mittels Brief an diese Adressaten.

Art. 29. Liquidation. Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz verteilt. Der Verwaltungsrat kann im Verkaufsprospekt genauer regeln, wie im Hinblick auf die verschiedenen Aktienklassen verfahren wird.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

Art. 30. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das "Gesetz von 1915") unterliegt, geändert werden.

Art. 31. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 32. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Die HANSAINVEST LUX S.A., vorgenannt, zeichnet vier (4) Aktien zum Gegenwert von vierzigtausend Euro (Euro 40.000,-),

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt 40.000,- Euro (Euro 40.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die Gründungskosten, welche der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden, belaufen sich auf ungefähr EUR 3.000,- (dreitausend euros)

Beschluss des alleinigen Gesellschafters

Oben angeführter Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

Herr Günter Graw, geboren am 17. Juli 1962 in Nordhorn (Deutschland), wohnhaft in L-5835 ALZINGEN, 7 Hondsbreck

Herr Götz J. Kirchhoff, geboren am 20. Juni 1953 in Hannover (Deutschland), beruflich ansässig in D-80 333 München, Theatinerstrasse 8

Herr Peter Schruden, geboren am 31. Dezember 1965 in Wittlich, beruflich ansässig in L-5365 Mumbach, 14, Parc d'Activité Syrdall,

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2015.

II. Sitz der Gesellschaft ist in L-1748 Findel - Golf, Luxemburg, 8, rue Lou Hemmer.

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Jahre 2011 stattfinden.

IV. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Die Aktiengesellschaft luxemburger Rechtes BDO Audit, mit Sitz in L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 147.570.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2011.

Worüber, Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt sind, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Schraden, Reuter.

Enregistré à Redange/Attert, le 8 novembre 2010. Relation: RED/2010/1611. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Kirsch.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehren und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Redingen/Attert, den 8. Novembre 2010.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2010149466/677.

(100171437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2010.

Bieber Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3316 Bergem, 30, rue de Schiffflange.

R.C.S. Luxembourg B 112.783.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P.351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2010146266/15.

(100167655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Flores Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 156.501.

STATUTS

L'an deux mille dix, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

la société «WILONA GLOBAL SA», une société constituée et existant sous le droit du Panama, établie et ayant son siège social Arango-Orillac Building, Second Floor, East 54th street, Panama- Republic of Panama,

ici représentée par Mademoiselle Isabella CICCOTTI, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée à Luxembourg le 27 octobre 2010.

Laquelle procuration, après avoir été signées "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle partie comparante a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer ainsi:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «FLORES FINANCE S.A.».

Le siège social est établi à Luxembourg-ville (Grand-Duché de Luxembourg).

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est fixée pour une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques, financières ou immobilières, en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs pré décrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

La Société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat ou de toute autre manière des biens immobiliers, dans tout le territoire mondial, et des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut emprunter et accorder à des sociétés tout concours, prêt, avances ou garanties. Elle peut également prendre et consentir toutes hypothèques, gages ou autres nantissements afin de garantir ces emprunts, concours, prêts ou avances.

La société peut ouvrir des succursales à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Art. 3. Le capital social est fixé à deux cent mille euros (200.000.- EUR), divisé en deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil devra élire en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur nommé par l'assemblée générale devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Dans les cas où la Société n'a qu'un seul actionnaire et que cette circonstance a été dûment constatée, les fonctions du conseil d'administration peuvent être confiées à une seule personne, qui n'a pas besoin d'être l'actionnaire unique lui-même.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour compte de la personne morale.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

Les administrateurs, membres de cet organe, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions de ces organes, sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la

société anonyme et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

La Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration. Si, en application et conformément à l'article 51 de la Loi, la composition du conseil d'administration a été limitée à un membre, la Société se trouve engagée par la signature de son administrateur unique. Au cas où les administrateurs signent un document au nom de la Société, leur signature sera suivie d'une mention précisant qu'ils signent au nom de la Société.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale. Dans ce cadre, le Conseil d'Administration n'est pas autorisé à disposer et/ou à affecter en garantie sous quelque forme que ce soit les immeubles et les participations détenus par la société, en tout ou partie. En conséquence de quoi, la disposition et l'affectation en garantie de tout ou partie des immeubles et participations de la société seront de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications de statuts.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télécopie ou toutes voies électroniques étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopie ou toutes voies électroniques. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier lundi du mois de juin de chaque année à 10.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2010.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2011.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la partie comparante, la société «WILONA GLOBAL S.A.», prédésignée, déclare souscrire la totalité des deux mille (2.000) actions représentant l'intégralité du capital social et les libérer intégralement au moyen d'un versement en numéraire, de sorte que la somme de deux cent mille euros (200.000.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

128717

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme mille trois cents euros.

Résolutions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2.- Sont appelés à la fonction d'administrateurs:

a) Monsieur Cristian CORDELLA, employé privé, né à Lecce (Italie), le 20 février 1981, demeurant professionnellement au 40, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg;

b) Monsieur Pedro Miguel DA FONSECA GONCALVES, employé privé, né à Mortagua (Portugal) le 24 septembre 1973 et demeurant professionnellement au 40, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Président du conseil d'Administration

c) Monsieur Riccardo MORALDI, employé privé, né à Milan (Italie), le 13 mai 1966, demeurant professionnellement au 40, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

En conformité avec l'article quatre (4) des statuts de la Société, la Société se trouve valablement engagée par la signature collective de deux administrateurs.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire:

la société «SER.COM SARL», une société à responsabilité limitée, avec siège social au 3, rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 117 942).

4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

5.- Le siège social est fixé au 38 avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: I. CICCOTTI, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 5 novembre 2010. Relation: EAC/2010/13392. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): M.-N. KIRCHEN.

Référence de publication: 2010149022/147.

(100171097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2010.

Blakeney Investors, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 51.637.

Le Bilan au 30 juin 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2010.

Référence de publication: 2010146267/10.

(100167723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Brasserie Les Arcades S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 5-7, avenue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 111.961.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146268/10.

(100167550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

BRE/Hemel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 87.987.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010146269/13.

(100167439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Fidev S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 52.099.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 16 septembre 2010 à 10.00 heures à Luxembourg, 23, Avenue de la Porte-Neuve

- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat des Administrateurs de Monsieur Koen LOZIE, 61, Grand-Rue, L-8510 Redange-sur-Attert, Monsieur Joseph WINANDY et de la société COSAFIN S.A., représentée par Monsieur Jacques BORDET pour une nouvelle période, celle-ci venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes au 30 juin 2011.

L'Assemblée décide, à l'unanimité, de nommer au poste de commissaire aux comptes, la société THE CLOVER, 8, me Haute, L-4963 CLEMENCY pour une nouvelle durée de un an.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale approuvant les comptes au 30.06.2011.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010146799/21.

(100167620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Broad Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146270/10.

(100167741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

**Coiffure Michou, Société à responsabilité limitée unipersonnelle,
(anc. Intercoiffure Michou, S.à r.l.).**

Siège social: L-2670 Luxembourg, 2-4, boulevard de Verdun.

R.C.S. Luxembourg B 27.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michèle PIAZZOLLA, épouse COUDOUENT

Gérante

Référence de publication: 2010146287/12.

(100167463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Build-Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5831 Hesperange, 27, Cité Holleschbierg.
R.C.S. Luxembourg B 128.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 02.11.2010.

Fiduciaire S.à r.l.
CabexcO
Centre Helfent
1, rue Pletzer - L-8080 Bertrange
Signature

Référence de publication: 2010146271/15.

(100167640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Build-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3504 Dudelange, 58, rue Pierre Krier.
R.C.S. Luxembourg B 96.414.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P.351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2010146272/15.

(100167663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Cucina Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.400,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 143.069.

Constituée par-devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 novembre 2008, acte publié
au Mémorial C, no 2931 du 9 décembre 2008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nicole Götz
Manager

Référence de publication: 2010146278/14.

(100167878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

C.T.P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5328 Contern, Bruechermillen.
R.C.S. Luxembourg B 119.165.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146273/10.

(100167557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Café S. Joao, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Dudelange,
R.C.S. Luxembourg B 18.368.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 28 octobre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- Café S.Joao S.à.r.l., avec siège social à Dudelange, sans adresse précise,

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge, et liquidateur Maître Nicolas BERNARDY, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 19 novembre 2010 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme
Me Nicolas BERNARDY
Le liquidateur

Référence de publication: 2010146274/19.

(100167707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Target Asia Fund (Luxembourg), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 85.256.

Suite à la démission de Monsieur Teng Ngiek Lian de son poste d'administrateur de la Société en date du 15 septembre 2010 et suite à la cooptation de Madame Mai-San Young en date du 27 octobre 2010, le Conseil d'Administration se compose à compter du 27 octobre 2010, comme suit:

- Monsieur David Tsz Wing Chan
- Madame Mai-San Young, avec adresse professionnelle au 14 Floor South China Building, 1-3 Wyndham Street, Hong Kong
- Monsieur Alain Léonard
- Monsieur Frédéric Adam
- Monsieur Marc-André Béchet
- Monsieur Jean-Luc Neyens
- Mademoiselle Martine Vermeersch.

Ces mandats prendront fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Pour TARGET ASIA FUND (LUXEMBOURG)
BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.
Agent Domiciliataire
Marc-André BECHET / Martine VERMEERSCH
Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2010147033/25.

(100168505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2010.

Crystal, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 113.967.

Les comptes annuels au 31 mars 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010146276/10.

(100167431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Chauffage Sanitaire Schumacher s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9662 Kaundorf, 19, Am Enneschtduerf.
R.C.S. Luxembourg B 108.347.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P.351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2010146275/15.

(100167664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

AZ Electronic Materials S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 156.074.

In the year two thousand ten, on the twenty-seventh of October.

Before us, Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of AZ Electronic Materials S.A., a Luxembourg société anonyme having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156074 (the "Company") and incorporated pursuant to a deed of the Luxembourg notary Maître Jean Seckler prenamed, on 12 October 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association.

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company (the "Meeting") elects as chairman, Mr. Jeff FELLER, employee, residing professionally in Junglinster.

The chairman appoints as secretary Mrs. Cristina SCHMIT-VALENT employee, residing professionally in Junglinster.

The Meeting elects as scrutineer Mr. Max MAYER, employee, residing in Luxembourg.

The office of the Meeting having thus been constituted, the chairman requests the notary to act that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or represented at the meeting by proxies (together the "Appearing Shareholders") and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list has been signed *in varietur* by the shareholders represented at the meeting by proxyholders, the notary and the chairman, the scrutineer and the secretary.

II. The attendance list shows that shareholders holding the 39,934,866 A Ordinary Shares, the 233,810,805 B Ordinary Shares and the 2,280,927 C Ordinary Shares representing the whole share capital of the Company are present at the meeting or represented at the meeting by proxies. All the Appearing Shareholders have declared that they have been duly convened to the meeting in accordance with the requirements of the Luxembourg laws. The meeting is therefore properly constituted and can validly consider all items of the agenda.

III. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Decision to reduce the Company's share capital by an amount of USD 1,222,397,340.20 in order to bring it from its current amount of USD 1,250,000,000.-to USD 27,602,659.80 by reducing the par value of each existing share from its current amount to USD 0.10 per share (the "Capital Reduction").

Modalities and Purpose of the Capital Reduction

The Capital Reduction will be effected by reducing the par value of each existing share to USD 0.10 per share. The Capital Reduction is to be effected without reimbursement to the shareholders by crediting the amount of the Capital Reduction to an available reserve of the Company (the "Distributable Reserve"); such Distributable Reserve may be distributed from time to time in part or in whole by decision of the competent organ of the Company to those shareholders of the Company which are shareholders of the Company at the time when the relevant decision to distribute part of or the whole Distributable Reserve is taken.

Reimbursement delay

According to article 69 (2) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Company Law"), which establishes a legal protection in favor of creditors of the Company, in case the share capital

reduction is to be carried out by means of a repayment to shareholders or a waiver of their obligation to pay up their shares, creditors whose claims predate the publication of the minutes of the meeting in the Luxembourg official gazette (the Mémorial C) may, within 30 days from such publication, apply for the constitution of security to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters. The president may only reject such an application if the creditor already has adequate safeguards or if such security is unnecessary, having regard to the assets of the company.

2. Decision to amend the authorised share capital clause of the Company in particular (i) so as to increase the authorised share capital from USD 46,004,433.73 (forty-six million four thousand four hundred thirty-three US Dollars and seventy-three Cents) to USD 92,000,000.-(ninety two million US Dollars) to be divided into 920,000,000 (nine hundred twenty million) shares of a nominal value of USD 0.10 USD (ten Cents of US Dollar) each and (ii) to authorize the Board of Directors to issue new shares up to the maximum amount of the authorized capital by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new shares in respect of issue of shares in relation to admission of the Company's shares to trading on the London Stock Exchange in addition to the other provisions already contained in article 5.5 of the current articles of association of the Company (the "Articles") and regardless of any restrictions in relation to the authorization of the Board of Directors as foreseen in article 5.5 of the Articles. Presentation of the special report of the board of directors of the Company (the "Board of Directors") as foreseen by Article 32-3 (5) of the Company Law in relation to the above-mentioned amendments of the authorized capital clause.

3. Decision to amend article 5.1 (Subscribed Capital) and article 5.5 (Authorised share capital) of the Articles in order to reflect the Capital Reduction and the modifications made in relation to the authorized share capital clause as set out above.

4. Miscellaneous.

IV. Then the general meeting of shareholders, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to reduce the Company's share capital by an amount of USD 1,222,397,340.20 (one billion two hundred twenty-two million three hundred ninety-seven thousand three hundred and forty US Dollars and twenty cents) in order to bring it from its current amount of USD 1,250,000,000.-(one billion two hundred and fifty million US Dollars) to USD 27,602,659.80 (twenty-seven million six hundred two thousand six hundred fifty-nine US Dollars and eighty cents) by reducing the par value of each existing share from its current amount to USD 0.10 (ten cents of US Dollar) per share (the "Capital Reduction").

The extraordinary general meeting of shareholders resolves that the Capital Reduction will be effected by reducing the par value of each existing share to USD 0.10 (ten cents of US Dollar) per share.

The extraordinary general meeting of shareholders further resolves that the Capital Reduction shall be effected without reimbursement to the shareholders of the Capital Reduction proceeds by crediting the amount of the Capital Reduction to an available reserve of the Company (the "Distributable Reserve"). The extraordinary general meeting of shareholders resolves that such Distributable Reserve may be distributed from time to time in part or in whole by decision of the competent organ of the Company to those shareholders of the Company which are shareholders of the Company at the time when the relevant decision to distribute part of or the whole Distributable Reserve is taken.

Reimbursement delay

According to article 69 (2) of the Company Law, which establishes a legal protection in favor of creditors of the Company, in case the share capital reduction is to be carried out by means of a repayment to shareholders or a waiver of their obligation to pay up their shares, creditors whose claims predate the publication of the minutes of the meeting in the Luxembourg official gazette (the Mémorial C) may, within 30 days from such publication, apply for the constitution of security to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters. The president may only reject such an application if the creditor already has adequate safeguards or if such security is unnecessary, having regard to the assets of the company.

Second resolution

The extraordinary general meeting of shareholders acknowledges and accepts the special report of the Board of Directors as foreseen by article 32-3 (5) of the Company Law to authorize the Board of Directors to issue new shares up to the maximum amount of the authorized capital by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new shares in respect of issue of shares in relation to admission of the Company's shares to trading on the London Stock Exchange.

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend the authorised share capital clause of the Company in particular (i) so as to increase the authorised share capital from USD 46,004,433.73 (forty-six million four thousand four hundred thirty-three US Dollars and seventy-three Cents) to USD 92,000,000.-(ninety two million United States Dollars) to be divided into 920,000,000 (nine hundred twenty million) shares of a nominal value of USD 0.10 (ten cents of US Dollar) each and (ii) to authorize the Board of Directors to issue new shares up to the maximum amount of the authorized capital by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new shares in respect of issue of shares in relation to admission of the Company's shares to trading on the London Stock Exchange in

addition to the other provisions already contained in article 5.5 of the Articles and regardless of any restrictions in relation to the authorization of the Board of Directors as foreseen in article 5.5 of the current Articles.

Third resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend consequently article 5.1 (Subscribed Capital) and article 5.5 (Authorised share capital) of the Articles in order to reflect the Capital Reduction and the modifications made in relation to the authorized share capital clause as set out in the above resolutions. Article 5.1 and 5.5 shall now read as follows:

" 5.1. Subscribed Capital.

The Company has a subscribed capital of USD 27,602,659.80 (twentyseven million six hundred and two thousand six hundred and fifty-nine US Dollars and eighty Cents) divided into 276,026,598 (two hundred seventy-six million twenty-six thousand five hundred and ninety-eight) fully paid up shares consisting of:

- (a) 39,934,866 (thirty-nine million nine hundred thirty-four thousand eight hundred sixty-six) "A" ordinary shares (the ""A" Ordinary Shares") of USD 0.10 (ten cents of US Dollar) each;
- (b) 233,810,805 (two hundred thirty-three million eight hundred ten thousand eight hundred and five) "B" ordinary shares (the ""B" Ordinary Shares") of USD 0.10 (ten cents of US Dollar) each; and
- (c) 2,280,927 (two million two hundred eighty thousand nine hundred twenty-seven) "C" ordinary shares (the ""C" Ordinary Shares") of USD 0.10 (ten cents of US Dollar) each.

All shares shall vote together and, except as may be required by law or set forth in these Articles, the holders of any separate class of shares shall not be entitled to vote separately on any matter.

The shares which are classified as Executive Securities under article 5.11. of the Articles are issued as redeemable shares in accordance with the provisions of article 49-8 of the 1915 Law and may be redeemed in the circumstance and under the conditions as provided for in article 5.6. of the Articles.

[...]

5.5 Authorised share capital.

In addition to the subscribed share capital, the Company has an un-issued but authorized share capital set at USD 92,000,000.-(ninety two million US Dollars) to be divided into 920,000,000.-(nine hundred twenty million) shares of a nominal value of USD 0.10 (ten cents of US Dollar) each.

Within the limits of the authorized capital set out in the present article, the Board of Directors is authorized and empowered to realize any increase of the share capital, with or without share premium, within the limits of the authorized capital in one or more tranches, by the issue of new shares, grant of options exercisable into shares, rights to subscribe for or convert any instruments into shares, against payment in cash or in kind, by contribution of claims, by capitalization of reserves (including in favor of new shareholders) or in any other manner determined by the Board of Directors, provided that the Board of Directors shall not be authorized to issue new shares in any one year, representing more than one-third of the issued share capital as determined based on the latest publicly available information on the Company's share capital at the time of the first issue of shares each year.

The Board of Directors is also authorized to determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares. If the consideration payable to the Company for newly issued shares exceeds the par value of those shares, the excess is to be treated as share premium in respect of the shares in the books of the Company.

The Board of Directors is specially authorized to issue such new shares (or grant of options exercisable into shares, rights to subscribe for or convert any instruments into shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new shares (or options exercisable into new shares, or instruments convertible into new shares), provided that the Board of Directors may only issue such new shares (or grant such options or rights) pursuant to the authorization in this article 5.2 on a non-pre-emptive basis by cancelling or limiting shareholders' preferential right to subscribe such new shares (or options or rights) (1) in respect of the issue for cash of such number of new shares as represents up to 5% of the issued share capital (as determined based on the latest publicly available information on the Company's share capital at the time of the first issue of shares each year) per year (or the grant of such options or rights in respect of such number of new shares) or (2) in connection with such arrangements as the Board of Directors considers necessary or appropriate, in the context of otherwise pre-emptive issues of shares, to deal with treasury shares, fractional entitlements, record dates and legal, regulatory or practical problems in, or under the laws of, any territory or any other matter or (3) in connection with employee share options or similar awards. For the avoidance of doubt, these limits fall within the 1/3rd limit mentioned above.

Notwithstanding the above, the Board of Directors is also specially authorized to issue new shares up to the maximum amount of the authorized capital by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new shares in respect of issue of shares in relation to admission of the Company's shares to trading on the London Stock Exchange. For the avoidance of doubt, none of the limits mentioned in the above paragraphs (except for the maximum amount of the authorised capital) shall apply in this case.

The authorization will expire on the fifth anniversary of the publication of the incorporation deed of the Company in the Luxembourg official gazette (Mémorial C) and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions.

The Board of Directors is authorized to do all things ne 5 of the present Articles in order to record the change of the issued share capital and authorized share capital following any increase pursuant to the present article. The Board of Directors is empowered to take or authorize the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the du 5 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to the present article."

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 2,400.-

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevail to the fullest extent permitted by applicable law.

Whereof the present notarial deed was prepared in Junglinster, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le vingt-septième jour d'octobre,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglister, Grand Duché de Luxembourg,

S'est tenu une assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'AZ Electronic Materials S.A., une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg; Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 156074 (la "Société") et constituée selon un acte du notaire Luxembourgeois Jean Seckler, susmentionné, le 12 octobre 2010, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société (l'"Assemblée") élit un président, M. Jeff FELLER, employé, résidant professionnellement à Junglinster.

Le président nomme Mme Cristina SCHMIT-VALENT, employée, résidant professionnellement à Junglinster comme secrétaire.

L'Assemblée nomme M. Max MAYER, employé, résidant à Luxembourg comme scrutateur.

Ces nominations ayant été effectuées, le président demande au notaire d'acter que:

I. Les noms des actionnaires présents à l'assemblée ou représentés à l'assemblée par des procurations (ensembles les "Actionnaires Comparants") et le nombre d'actions détenus par eux sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence a été signée ne varietur par les actionnaires représentés à l'assemblée par des mandataires, le notaire et le président, le scrutateur et le secrétaire.

II. Il ressort de la liste de présence que les actionnaires détenant les 39.934.866 Actions Ordinaires A, les 233.810.805 Actions Ordinaires B et les 2.280.927 Actions Ordinaires C représentant la totalité du capital social de la Société sont présents à l'assemblée ou représentés à l'assemblée par des mandataires. Tous les Actionnaires Comparants ont déclaré avoir été valablement convoqués à l'assemblée conformément aux conditions de la loi luxembourgeoise. L'assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Décision de réduire le capital social de la Société d'un montant de USD 1.222.397.340,20 pour le porter de son montant actuel de USD 1.250.000.000,-à USD 27.602.659,80 en réduisant la valeur nominale de chaque action existante de son montant actuel à USD 0,10 par action (la "Réduction de Capital").

Modalités et Objectifs de la Réduction de Capital

La Réduction de Capital sera effectuée en réduisant la valeur nominale de chaque action existante à USD 0,10 par action. La Réduction de Capital doit être effectuée sans remboursement aux actionnaires en créditant le montant de la Réduction de Capital à une réserve disponible de la Société (la "Réserve Disponible"); cette Réserve Disponible peut être distribuée de temps à autre en partie ou dans sa totalité par une décision de l'organe compétent de la Société aux actionnaires de la Société qui sont actionnaires de la Société au moment où la décision en question de distribuer une partie ou la totalité de la Réserve Disponible est prise.

Délai de remboursement

Selon l'article 69 (2) de la loi luxembourgeoise relative aux sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "Loi sur les Sociétés"), qui établit une protection légale en faveur des créanciers de la Société, en cas de réduction de capital effectuée au moyen d'un remboursement aux actionnaires ou d'une renonciation de leur obligation de payer leur actions, les créanciers dont les créances sont antérieurs à la publication de ce procès-verbal de l'assemblée dans la gazette officielle du Luxembourg (le Mémorial C) peuvent, endéans les 30 jours de cette publication, demander la constitution d'une garantie au juge président la chambre du Tribunal d'Arrondissement traitant des matières commerciales et siégeant en référé. Le président peut seulement rejeter une telle demande si le créancier a déjà reçu des garanties adéquates ou si une telle garantie n'est pas nécessaire, vu les biens de la société.

2. Décision de modifier la clause sur le capital social autorisé de la Société, en particulier en vue (i) d'augmenter le capital social autorisé de USD 46.004.433,73 (quarante-six millions quatre mille quatre cent trente-trois dollars américains et soixante-treize centimes) à USD 92.000.000,-(quatre-vingt-douze millions de dollars américains) à diviser en 920.000.000 (neuf cent vingt millions) d'actions d'une valeur nominale de USD 0,10 (dix centimes de dollar américain) chacune, et (ii) d'autoriser le Conseil d'Administration à émettre de nouvelles actions jusqu'au montant maximum du capital autorisé, en annulant ou en limitant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire aux nouvelles actions émises dans le cadre de l'admission des actions de la Société à la Bourse de Londres, en plus des autres dispositions déjà comprises dans l'article 5.5 des statuts actuels de la Société (les "Statuts") et en dépit des restrictions prévues au sujet de l'autorisation du Conseil d'Administration dans l'article 5.5. des Statuts. Présentation du rapport spécial du Conseil d'Administration tel que prévu à l'article 32-3 (5) de la Loi sur les Sociétés en lien avec les modifications susmentionnées concernant le paragraphe sur le capital autorisé.

3. Décision de modifier l'article 5.1 (Capital souscrit) et l'article 5.5 (Capital social autorisé) des Statuts en vue de refléter la Réduction de Capital et les modifications apportées à au paragraphe concernant le capital social autorisé telles que déterminées ci-dessus.

4. Divers.

IV. Ensuite l'assemblée générale des actionnaires, après délibération, a pris unanimement les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de USD 1.222.397.340,20 (un milliard deux cent vingt-deux millions trois cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent quarante dollars américains et vingt centimes) pour le porter de son montant actuel de USD 1.250.000.000,-(un milliard deux cent cinquante million de dollars américains) à USD 27.602.659,80 (vingt-sept millions six cent deux mille six cent cinquante-neuf dollars américains et quatre-vingt centimes) en réduisant la valeur nominale de chaque action existante de son montant actuel à USD 0,10 (dix centimes de dollar américain) par action (la "Réduction de Capital").

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide que la Réduction de Capital sera effectuée en réduisant la valeur nominale de chaque action existante à USD 0,10 (dix centimes de dollar américain) par action.

L'assemblée générale extraordinaire décide de plus que la Réduction de Capital sera effectuée, sans remboursement aux actionnaires du produit de la Réduction de Capital, en créditant le montant de la Réduction de Capital à une réserve disponible de la Société (la "Réserve Disponible"). L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide que cette Réserve Disponible peut être distribuée de temps à autre en partie ou totalement par une décision de l'organe compétent de la Société aux actionnaires de la Société qui sont actionnaires de la Société au moment où la décision en question de distribuer tout ou partie de la Réserve Disponible est prise.

Deuxième résolution

Selon l'article 69 (2) de la Loi sur les Sociétés, qui établit une protection légale en faveur des créanciers de la Société, en cas de réduction de capital effectuée au moyen d'un remboursement aux actionnaires ou d'une renonciation de leur obligation de payer leur actions, les créanciers dont les créances sont antérieurs à la publication de ce procès-verbal de l'assemblée dans la gazette officielle du Luxembourg (le Mémorial C) peuvent, endéans les 30 jours de cette publication, demander la constitution d'une garantie au juge président la chambre du Tribunal d'Arrondissement traitant des matières commerciales et siégeant en référé. Le président peut seulement rejeter une telle demande si le créancier a déjà reçu des garanties adéquates ou si une telle garantie n'est pas nécessaire, vu les biens de la société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires accuse réception et accepte le rapport spécial du Conseil d'Administration tel que prévu par l'article 32-3 (5) de la Loi sur les Sociétés qui autorise le Conseil d'Administration à émettre de nouvelles actions jusqu'au montant maximum du capital autorisé en annulant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire à de nouvelles actions dans le cadre de l'émission d'actions relative à l'admission des actions de la Société à la Bourse de Londres.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier la clause relative au capital social autorisé de la Société, en particulier en vue (i) d'augmenter le capital social autorisé de USD 46.004.433,73 (quarante-six millions quatre mille quatre cent trente-trois dollars américains et soixante-treize centimes) à USD 92.000.000,-(quatre-vingt-

douze millions de dollars américains) à diviser en 920.000.000 (neuf cent vingt millions) d'actions d'une valeur nominale de USD 0,10 (dix centimes de dollar américain) chacune, et (ii) d'autoriser le Conseil d'Administration à émettre de nouvelles actions jusqu'au montant maximum du capital autorisé, en annulant ou en limitant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire aux nouvelles actions émises dans le cadre de l'émission d'actions relative à l'admission des actions de la Société à la Bourse de Londres, en plus des autres dispositions déjà comprises dans l'article 5.5 des Statuts et en dépit des restrictions prévues au sujet de l'autorisation du Conseil d'Administration dans l'article 5.5. des Statuts.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 5.1 (Capital souscrit) et l'article 5.5 (Capital social autorisé) des Statuts en vue de refléter la Réduction de Capital et les modifications apportées à la clause concernant le capital social autorisé telles que déterminées dans les résolutions ci-dessus. Les articles 5.1 et 5.5 auront désormais la teneur suivante:

" 5.1. Capital souscrit.

La Société a un capital social de USD 27.602.659,80 (vingt-sept millions six cent deux mille six cent cinquante-neuf dollars américains et quatre-vingt centimes) divisé en 276.026.598 (deux cent soixante-seize millions vingt-six mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit) actions entièrement libérées comprenant:

(a) 39.934.866 (trente-neuf millions neuf cent trente-quatre mille huit cent soixante-six) actions ordinaires "A" (les "Actions Ordinaires A"), ayant une valeur nominale de USD 0,10 (dix centimes de dollar américain);

(b) 233.810.805 (deux cent trente-trois millions huit cent dix mille huit cent cinq) actions ordinaires "B" (les "Actions Ordinaires B"), ayant une valeur nominale de USD 0,10 (dix centimes de dollar américain);

(c) 2.280.927 (deux millions deux cent quatre-vingt mille neuf cent vingt-sept) actions ordinaires "C" (les "Actions Ordinaires C"), ayant une valeur nominale de USD 0,10 (dix centimes de dollar américain).

Toutes les actions doivent voter ensemble; sous réserve d'une disposition légale ou statutaire contraire, les détenteurs d'actions de classes différentes ne sont pas en droit de voter séparément sur un quelconque sujet.

Les actions constituant des Titres de Cadre au sens de l'article 5.11 des statuts sont émises comme des actions rachetables dans le respect des dispositions de l'article 49-8 de la Loi de 1915 et peuvent être rachetées dans l'hypothèse et sous les conditions prévues à l'article 5.6 des présents Statuts.

[...]

5.5 Capital social autorisé.

En plus du capital social souscrit, la Société dispose d'un capital social non émis mais autorisé de USD 92.000.000,- (quatre-vingt-douze millions de dollars américains) divisé en 920.000.000 (neuf cent vingt millions) d'actions d'une valeur nominale de USD 0,10 (dix centimes de dollar américain) chacune.

Dans les limites du capital social autorisé défini dans le présent article, le Conseil d'Administration est autorisé à et reçoit le pouvoir de réaliser toute augmentation du capital social, avec ou sans prime d'émission, dans les limites du capital autorisé, en une ou plusieurs fois, par l'émission de nouvelles actions, l'attribution d'options exerçables en actions, de droits de souscrire ou de convertir tout instrument en actions, contre apport en numéraire ou en nature, par apport de créances, par incorporation des réserves (y compris en faveur de nouveaux actionnaires) ou de toute autre manière déterminée par le Conseil d'Administration étant entendu que le Conseil d'Administration n'est pas autorisé, pendant chaque année, à émettre des nouvelles actions qui représenteraient plus d'un tiers du capital émis déterminé sur base des dernières informations publiquement disponibles sur le capital social de la Société au moment de la première émission d'actions chaque année.

Le Conseil d'Administration est également autorisé déterminer la date et le lieu de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de la souscription et du paiement des nouvelles actions. Si l'apport devant être fait à la Société pour les actions nouvellement émises excède la valeur nominale de ces actions, ce surplus devra être traité dans les livres de la Société comme une prime d'émission relative à ces actions.

Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à émettre ces nouvelles actions (ou à attribuer des options exerçables en actions, des droits de souscrire ou de convertir tout instrument en action) en limitant ou supprimant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire à ces nouvelles actions (ou des options exerçables en actions ou des droits de souscrire ou de convertir des instruments en actions) pourvu que le Conseil d'Administration peut seulement émettre de telles nouvelles actions (ou attribuer des options ou droits) en vertu de l'autorisation dans cet article 5.2 sur une base de non-préemption en limitant ou supprimant le droit préférentiel des actionnaires de souscrire aux nouvelles actions (ou options ou droits) (1) en relation avec une émission, contre paiement en numéraire de nouvelles actions représentant jusqu'à 5% du capital souscrit (déterminé sur base des dernières informations disponibles publiquement relatives aux capital social de la Société au moment de la première émission d'actions chaque année) par an (ou l'attribution d'options ou droits en relation avec de telles nouvelles actions) ou (2) en relation avec des arrangements que le Conseil d'Administration jugera nécessaires ou appropriés dans le cadre d'une émission d'actions autrement qu'avec droit préférentiel de souscription, afin de tenir compte d'actions auto-détenues, de coupures, dates d'inscription et autres problèmes légaux, réglementaires ou pratiques selon le droit de n'importe quel territoire ou autre matière ou (3) en

relation avec des plans d'actionnariat salariés ou droits similaires. Pour éviter tout malentendu, ces limites tombent dans la limite d'un tiers mentionnée ci-dessus.

Nonobstant ce qui précède, le Conseil d'Administration est également spécialement autorisé à émettre de nouvelles actions jusqu'au montant maximum du capital social autorisé en annulant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire aux nouvelles actions émises dans le cadre de l'admission des actions de la Société à la Bourse de Londres. Pour éviter tout malentendu, aucune des limites mentionnées aux paragraphes précédents ne s'applique dans ce cas-ci (sauf en ce qui concerne le montant maximum du capital autorisé).

Cette autorisation expirera au cinquième anniversaire de la publication de l'acte de constitution de la Société dans le journal officiel du Luxembourg (le Mémorial C) et pourra être renouvelée en conformité avec les dispositions légales applicables.

Le Conseil d'Administration est autorisé à faire tout ce qu'il sera nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts afin de constater la modification du capital social émis et du capital social autorisé à la suite d'une augmentation réalisée sur base du présent article. Le Conseil d'Administration est autorisé à faire ou à autoriser tous les actes requis pour l'exécution et la publication d'une telle modification en accord avec la Loi de 1915. Par ailleurs, le Conseil d'Administration peut déléguer à n'importe quel Administrateur ou employé de la Société ou tout autre personne, le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir paiement pour les actions ou de faire tout ce qu'il sera nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts afin de constater la modification du capital social à la suite d'une augmentation réalisée sur base du présent article."

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à approximativement 2.400,-Euro.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne n'ayant soulevé d'autres points pour discussion par l'assemblée, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et, qu'à la demande des comparants, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Cet acte notarié a été préparé à Junglinster, le jour mentionné en haut de ce document.

Ce document ayant été lu aux comparants (ou, selon le cas à leurs mandataires), qui sont connus par le Notaire par leurs noms de famille, prénoms, état civil et résidence, les comparants (ou, selon le cas leurs mandataires), et le Notaire, ont ensemble signé cet acte.

Signé: Jeff FELLER, Cristina SCHMIT-VALENT, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 novembre 2010. Relation GRE/2010/3703. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 8 novembre 2010.

Référence de publication: 2010147082/362.

(100169058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2010.

Crystal, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 113.967.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146277/10.

(100167434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

MAXWELL-COX Group Marketing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 1, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 31.288.

Par jugement rendu en date du 28 octobre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- Maxwell-Cox Group Marketing S.à r.l., avec siège social à L-3450 Dudelange, 1, rue du Commerce, de fait inconnue à cette adresse,

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge, et liquidateur Maître Nicolas BERNARDY, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 19 novembre 2010 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme
Me Nicolas BERNARDY
Le liquidateur

Référence de publication: 2010146355/19.

(100167712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Carrelages Valente S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8212 Mamer, 7, rue du Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 81.522.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P.351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2010146279/15.

(100167644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

CB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.266.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146280/10.

(100167496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Euro-Zone Office Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 104.157.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire sous seing privé de la Société qui s'est tenue en date du 4 Novembre 2010 au siège social que:

L'actionnaire unique a pris acte de la démission de Monsieur Henri Grisius de son poste d'administrateur en date du 4 Novembre 2010.

Il résulte de cette démission que le conseil d'administration de la Société se compose désormais comme suit:

- Michel de Groot
- Raf Bogaerts
- Willem Hopman

Pour extrait conforme
Signatures
Administrateurs

Référence de publication: 2010146533/19.

(100168362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2010.

CB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 105.266.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146281/10.

(100167514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

CB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 105.266.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010146282/10.

(100167516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Prognosis Business Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 220, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 87.645.

L'an deux mil dix, le dix-huit octobre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Carlos MARQUES, comptable, né le 12 août 1967 à Carriço/Pombal (P), demeurant professionnellement à L-2441 Luxembourg,

agissant en sa qualité d'actionnaire unique de la société anonyme "PROGNOSIS BUSINESS CENTER S.A.", ayant son siège social à L-1750 Luxembourg, 81, Avenue Victor Hugo,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Luxembourg-Eich en date du 17 mai 2002, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1203 du 13 août 2002,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B sous le numéro 87645.

L'actionnaire unique prie le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Ordre du jour:

1.- Modification des statuts de la Société en vue de permettre à celle-ci d'être administrée et représentée par un administrateur unique en cas d'actionnaire unique conformément à l'article 51, alinéa premier de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»);

2.- Transfert du siège social au 220, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg.

3.- Acceptation de la démission des administrateurs M. Robert SOUMOIS, Mme Sylvie KREICHER et de M. Pascal PEUVREL.

4.- Révocation de Mme Hélène VERVLOET en tant qu'administrateur de la société.

5. Nomination de Monsieur Carlos MARQUES en tant qu'administrateur unique.

6. Révocation de MYR CONSULT en tant que commissaire aux comptes de la société.

7. Nomination de Madame Tatiana BUZZI en tant que nouveau commissaire aux comptes.

8.- Modification des statuts en vue d'adapter les statuts par rapport aux points 1 de l'ordre du jour

Divers

II. L'actionnaire présent et le nombre d'actions sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par l'actionnaire unique restera annexée aux présentes.

III. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

L'actionnaire unique, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire unique constate que l'intégralité du capital social est réunie entre les mains d'une seule personne et décide de permettre à la Société d'être administrée par un administrateur unique en cas d'actionnaire unique.

Deuxième résolution

L'Actionnaire unique décide de remplacer le premier paragraphe de l'article 6 par le texte suivant:

« Art. 6. Premier paragraphe.

La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, s'il est constaté lors d'une assemblée des actionnaires que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. L'administrateur unique, le cas échéant, disposera de l'ensemble des prérogatives dévolues au conseil d'administration par la Loi et par les présents statuts. Lorsque, dans les présents statuts, il est fait référence au conseil d'administration, il y a lieu d'entendre «administrateur unique» ou «conseil d'administration», selon le cas.»

Troisième résolution

L'Actionnaire unique décide de remplacer l'article 10 des statuts par le texte suivant:

« Art. 10. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, ou, en cas d'un administrateur unique, par la signature de ce dernier, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 9 des statuts.»

Quatrième résolution

L'Actionnaire unique décide de transférer le siège au 220, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg.

Cinquième résolution

L'Actionnaire unique décide d'accepter les démissions de Monsieur Robert SOUMOIS, Madame Sylvie KREICHER et de Monsieur Pascal PEUVREL.

Sixième résolution

L'Actionnaire unique décide de révoquer l'administrateur Madame Hélène VERVLOET.

Septième résolution

L'Actionnaire unique décide de se nommer lui-même en tant qu'administrateur unique jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2015.

Huitième résolution

L'Actionnaire unique décide de révoquer MYR CONSULT en tant que commissaire aux comptes.

Neuvième résolution

L'Actionnaire unique décide de nommer Madame Tatiana BUZZI, femme au foyer, demeurant à 11, rue de Turin, L-4337 Esch/Lallange comme nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2015.

Déclaration du comparant

L'actionnaire unique déclare que l'avoir social de la société à transformer ne provient pas d'une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais.

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement à 1.400.-EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. MARQUES, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 octobre 2010. Relation: LAC/2010/45900. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg,

Luxembourg, le 9 novembre 2010.

Référence de publication: 2010147972/86.

(100169983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2010.

CDA Participation S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 76.414.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 28 octobre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme CDA PARTICIPATION S.A., dont le siège social à L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet, a été dénoncé en date du 11 juin 2007.

Pour extrait conforme
Me Nicolas BERNARDY
Le liquidateur

Référence de publication: 2010146283/13.

(100167699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Celliers des Grands Crûs, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 13, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 57.577.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P.351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2010146284/15.

(100167649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Timz Express S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3562 Dudelange, 21, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 142.438.

—
L'an deux mille dix, le douze octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Aziz IBEN KOUAR, gérant de société, né à Fes (Maroc), le 16 décembre 1969, demeurant professionnellement à L-5240 Sandweiler, 4, rue Principale.

Lequel comparant déclare être le seul associé de la société à responsabilité limitée «TIMZ EXPRESS S.à r.l.», ayant son siège social à L-5240 Sandweiler, 4, rue Principale, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 21 octobre 2008, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2692 du 4 novembre 2008.

L'associé a prié le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé décide de transférer le siège social statutaire et administratif de la société de Sandweiler à Dudelange et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.**

Le siège social est établi à Dudelange.»

Deuxième résolution

L'associé décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-3562 Dudelange, 21, rue Schiller.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.
Et après lecture, le comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A. IBEN KOUAR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 octobre 2010. Relation: LAC/2010/46196. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 novembre 2010.

Référence de publication: 2010148038/31.

(100169982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2010.

CoDeLux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 74.166.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CoDelux S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2010146285/13.

(100167870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

LSF5 Pool III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 122.233.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire résidant à Sanem, agissant en remplacement de Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg en date du 29 octobre 2010, enregistré à Luxembourg AC, le 3 novembre 2010, LAC/2010/48132, aux droits de soixante-quinze euros (75.-EUR), que LSF5 Pool III Holdings S.à r.l. (en liquidation), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.233, constituée par acte du notaire Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, en date du 22 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations No 116 du 5 février 2007, modifié à plusieurs reprises et pour la dernière fois par un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire résidant à Sanem, agissant en remplacement de Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg, en date du 25 octobre 2010, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

a été clôturée et que par conséquence la société est dissoute.

Les livres et autres documents de la Société seront déposés et conservés pendant cinq ans, à partir de la date de la publication des présentes dans le Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 novembre 2010.

Référence de publication: 2010147233/26.

(100169015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2010.

Cognis Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 83.720.

Les comptes consolidés au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel

Gérant A

Référence de publication: 2010146286/11.

(100167812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

CVI GVF Luxembourg Eleven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 130.760.

Les comptes annuels au 31.05.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CVI GVF Luxembourg Eleven S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010146288/11.

(100167893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Dallas Sportswear, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3597 Dudelange, 2, rue Antoine-Zinnen.

R.C.S. Luxembourg B 18.118.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 28 octobre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- Dallas Sportswear S.à.r.l., avec siège social à L-3597 Dudelange, 2, rue Antoine-Zinnen, de fait inconnue à cette adresse,

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge, et liquidateur Maître Nicolas BERNARDY, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 19 novembre 2010 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Me Nicolas BERNARDY

Le liquidateur

Référence de publication: 2010146289/20.

(100167704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Downside Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.063.

Le Bilan au 31 Décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Octobre 2010.

Pour Downside Holding SA

Banque Havilland SA

Signature

Référence de publication: 2010146290/13.

(100167908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Downside Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.063.

Le Bilan au 31 Décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Octobre 2010.

Pour Downside Holding SA

Banque Havilland SA

Signature

Référence de publication: 2010146291/13.

(100167910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Dynamy S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 65.071.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 28 octobre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme DYNAMY S.A., dont le siège social à L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon, a été dénoncé en date du 16 avril 2007,

Pour extrait conforme

Me Nicolas BERNARDY

Le liquidateur

Référence de publication: 2010146292/13.

(100167698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Fondation pour la Promotion du Tennis au Luxembourg, Fondation.

Siège social: Esch-sur-Alzette,

R.C.S. Luxembourg G 81.

—
Bilan au 31 décembre 2009

(en EUR)

ACTIF	Notes	31.12.2009 EUR	31.12.2008 EUR
C. ACTIF IMMOBILISE			
II. Immobilisations corporelles	(3)	1 527 669,08	1 705 432,49
D. ACTIF CIRCULANT			
II. Créances	(4)	8 081,47	16 112,47
IV. Avoirs en banques	(5)	25 984,01	18 764,66
		<u>34 065,48</u>	<u>34 877,13</u>
E. COMPTES DE REGULARISATION		<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
		1 561 734,56	1 740 309,62

Bilan au 31 décembre 2009

(en EUR)

PASSIF	Notes	31.12.2009 EUR	31.12.2008 EUR
A. CAPITAUX PROPRES			
I. Capital souscrit		2 478,94	2 478,94
V. Résultats reportés		-298 712,94	-313 086,75
VI. Résultat de l'exercice		6 786,83	14 373,81
VII. Subsidés (6)		1 526 738,42	1 685 444,91
VIII. Fonds social		134 949,42	134 949,42
		<u>1 372 240,67</u>	<u>1 524 160,33</u>
C. DETTES			
1. Dettes envers les établissements de crédit	(7)	171 196,59	203 749,10
2. Dettes sur achats et prestations de services		17 394,86	11 518,42
3. Dettes fiscales et au titre de la Sécurité Sociale	(8)	902,44	881,77
4. Autres dettes	(9)	0,00	0,00
		<u>189 493,89</u>	<u>216 149,29</u>
		1 561 734,56	1 740 309,62

Compte de Profits et Pertes du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009

A. CHARGES	Notes	2009 EUR	2008 EUR
2. b) Autres charges externes	(10)	80 722,22	73 856,93
3. Frais de personnel	(11)	45 428,12	40 916,80
4. Corrections de valeur sur éléments de l'actif	(12)	19 056,92	19 056,92
7. Intérêts et charges assimilées	(13)	9 113,02	15 445,97
13. Bénéfice de l'exercice		<u>6 786,83</u>	<u>14 373,81</u>
		161 107,11	163 650,43
B. PRODUITS			
2. Montant net du chiffre d'affaires	(14)	40 182,00	38 903,00
4. Autres produits d'exploitation	(15)	120 564,00	122 500,00
7. Intérêts et produits assimilés	(16)	361,11	101,84
9. Produits exceptionnels	(17)	<u>0,00</u>	<u>2 145,59</u>
		161 107,11	163 650,43

Budget 2010

Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires	42'500.00		
Subventions	112'500.00		
Subventions extraordinaires		PM	
Total produits d'exploitation			<u>154'500.00</u>
Charges d'exploitation			
Autres charges externes	-80'000.00		
Frais personnel	-46'000.00		
Correct de valeur sur frais d'établissement	-19'000.00		
Total charges d'exploitation			<u>145'000.00</u>
Résultat d'exploitation			9'500.00
Intérêts et charges assimilés			<u>9'000.00</u>
Résultat de l'exercice			500.00

Esch/Alzette le 16 janvier 2010.

Thill Francois / Dahm Francois

Trésorier / Secrétaire

Référence de publication: 2010146307/69.

(100167280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2010.

Gamma III S.C.A., Sicar, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 126.988.

Veuillez prendre note du changement de l'adresse de l'associé gérant commandité:

Gamma III S.à r.l.

R.C.S. Luxembourg B 125.647

7, avenue Gaston Diderich

L-1420 Luxembourg

Luxembourg, le 5 novembre 2010.

Pour Gamma III S.C.A. SICAR

United International Management S.A.

Référence de publication: 2010146551/16.

(100168201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2010.

Etoile Développement I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.-B. Gillardin.

R.C.S. Luxembourg B 124.558.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire tenue à Pétange le 14 septembre 2010.

Il résulte dudit procès-verbal que la démission de la société «Fiducial Expertise S.A. (Anc. Bureau Comptable Pascal Wagner S.A.)» en tant que commissaire aux comptes a été acceptée.

L'assemblée a décidé de nommer la société «Société de Gestion Internationale S.à.r.l.» en tant que nouveau commissaire aux comptes pour une durée de six ans.

Administrateurs A:

Monsieur John Jones, gérant

Demeurant à UK, Hove BN3 2WF, N°1 Courtenay Lodge

Monsieur Pascal Wagner, comptable

Avec adresse professionnelle à L-4735 Pétange, 81, rue J-B Gillardin

Administrateur B:

Etoile Centuria Sàrl

L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché aux Herbes

Commissaire aux comptes

Société de Gestion Internationale S.à.r.l.

81 rue J.B.Gillardin L-4735 Pétange

Pétange, le 14 septembre 2010.

Pour la société

Référence de publication: 2010147154/25.

(100169102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2010.

Credit Suisse Microfinance Fund Management Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 45.629.

Monsieur Raymond Melchers, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, a démissionné avec effet au 22 octobre 2010 comme membre du Conseil d'Administration de la société.

Par conséquent, le Conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Petra Reinhard Keller, Membre du Conseil d'Administration

5, Kalandplatz, CH-8045 Zurich

- Arthur Vayloyan, Membre du Conseil d'Administration

Paradeplatz 8, CH-8001 Zurich

- Rochus Mommartz, Membre du Conseil d'Administration

26, Depotstrasse, CH-3012 Bern

- Philippe Bernard, Membre du Conseil d'Administration

56, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg

- Guy Reiter, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Germain Trichies, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A.

Jacqueline Siebenaller / Daniel Breger

Référence de publication: 2010147368/25.

(100168364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2010.